

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 Avenue du Général de Gaulle
CS 90524 - 43009 Le Puy en Velay Cedex

St Etienne, le 18/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PORTAL YVES SARL

Lachaud
43500 Saint-Georges-Lagricol

Références : UID4243-MEA-024-0162
Code AIOT : 0005600885

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2024 dans l'établissement PORTAL YVES SARL implanté LE RAZAS-GRAND 43300 Mazeyrat-d'Allier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est effectuée dans le cadre du plan de contrôle 2024. Le dernière contrôle datait du 16 mars 2017. Trois écarts mineurs avaient été relevés concernant :- hauteur d'une partie du gradin inférieur supérieure à 15 m,- mesures de bruit à réaliser tous les trois ans,- pourcentage de pente de la piste à mentionner sur la plan d'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PORTAL YVES SARL
- LE RAZAS-GRAND 43300 Mazeyrat-d'Allier
- Code AIOT : 0005600885
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise familiale Yves Portal a été créée en 1982. Le siège social et les bureaux se situent à Saint Georges Lagricol (43500). Les activités exercées sont les suivantes : travaux Publics, une plate-forme de lavage de matériaux pour les bétons et phyto-épuration, travaux forestiers, exploitation de 2 carrières : pouzzolane (objet de la présente inspection) et granite dans le Puy-de-Dôme.

2 à 3 employés sont sur ce site, qui fonctionne à l'année. La pouzzolane extrait permet la création de ciment bas carbone, la phytoépuration, les aménagements paysagers, et le sablage des routes en hiver.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
-

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 1, 2	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 3-1, 3-2, 3-3, 3-5	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 5, 6, 20, 5-7	Sans objet
4	Risque accidentel	Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 13, 14	Sans objet
5	Eaux	Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 9-2, 3-4	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 11	Sans objet
7	Poussières	Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 10	Sans objet

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Nature de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 1, 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site
Prescription contrôlée : Art 1 L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique ICPE. 2510-1. CARRIERE : 70 000t/an max. 2515-1.BROYAGE,CONCASSAGE,CRIBLAGE : 480 kW. Art 2 Vérification de la modification ou non du parcellaire. ART 15-1 Les garanties financières doivent être à jour.
Constats : Art 1. 2510. L'extraction effectuée respecte les maximums prévus par son autorisation. 2515. Les installations ont grandement évoluées depuis l'arrêté d'autorisation initial, cependant, le total est de 316 kW, il reste donc en deçà des maximums prévus. L'exploitant dispose d'un projet d'autorisation et renouvellement. Le dossier est en cours de montage. ART 15-1. Les garanties financières sont à jour du 12/03/21.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 3-1, 3-2, 3-3, 3-5
Thème(s) : Risques chroniques, Identification et sécurisation du site
Prescription contrôlée : 3.1 AFFICHAGE. L'exploitant est tenu de mettre en place un panneau indiquant en caractères apparents son identité, les références de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté ; 3.3 CLÔTURE. Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace. Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes. Le danger est signifié par des pancartes. 3.4 ACCÈS. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique
Constats : 3.1 AFFICHAGE. Le panneau d'affichage à l'entrée de la carrière est à jour. ; 3.3 CLÔTURE. Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture. La clôture de la carrière en bordure de route a été renforcée suite à des actes de vandalisme. 3.4 ACCÈS. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte à ce qu'il ne semble pas créer de risque pour la sécurité publique .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 5, 6, 20, 5-7
Thème(s) : Autre, Phasage et remise en état de la carrière
Prescription contrôlée : 5.5 EXTRACTION. Côte minimale 695m. Progression vers le nord. Le sous-cavage est interdit. Front d'une hauteur maximale 10 m. 6-1 REMISE EN ETAT. Avancement de la remise en état déjà effectué. Pas de remblaiement autorisé. 7-2. Maintien de la bande des 10m. 20 PLANS. L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. 5.7 Pas d'usage d'explosif
Constats : 5.5 EXTRACTION. La côte maximale de 695m NGF a bien été respectée. Les fronts sont bien d'une hauteur de 10m. 6-1. La partie ouest a été remise en état. Les fronts sont couverts de stériles et la végétation a

repris.

7-2. La bande des 10 m semble avoir été respectée, cependant, elle doit figurer au plan d'exploitation (voir constat suivant).

20 PLANS. Le plan présenté du 10/05/24 ne fait pas figurer l'ensemble des informations requises par l'article 20 de l'arrêté :

« Il est établi un plan orienté de la carrière sur un fond cadastral, sur lequel seront mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200m,
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain,
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect e la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations,etc...). Ce plan sera mis à jour tous les ans.

Cette mise à jour concernera :

- l'emprise des infrastructures (installations, pistes stocks..),
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte -extraction – parties exploitées non remises en état...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs. »

5.7. Il n'y a pas d'utilisation d'explosif.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risque accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 13, 14

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque accidentel

Prescription contrôlée :

13-1 CONSIGNES D'EXPLOITATION ET DE SÉCURITÉ : les consignes d'exploitation et de sécurité sont tenues à jour, elles sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et aux abords des installations.

13-4 INCENDIE : contrôle des dispositifs incendie chaque année.

14-1 ÉLECTRICITÉ : contrôle des installations électriques chaque année

Constats :

13-1 Les affichages des consignes obligatoires étaient à disposition du personnel.

13-4. Les dispositifs incendie ont été contrôlés en février 2024. Il a été constaté qu'un extincteur n'avait pas été remis en place à la suite du contrôle. Il est rappelé à l'exploitant que les extincteurs 8/10 doivent être remis dans leur emplacement après contrôle afin de rester facilement accessible en cas de besoin.

14-1. Les installations électriques ont été contrôlées le 28/09/23. Les non-conformités relevées ont fait l'objet de réparation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 9-2, 3-4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : 9-2 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. La capacité de rétention doit être étanche aux produits à confiner et doit résister à l'action physique des fluides. ; 3-4 ENTRETIEN DES ENGINS . Une plateforme étanche sera réalisée pour l'entretien, le ravitaillement des engins mobiles et le parcage du véhicule citerne assurant le ravitaillement en hydrocarbures. Elle formera rétention permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elle pourra recevoir. Ces liquides seront traités comme des déchets au sein de l'article 12 du présent arrêté ou transiteront avant rejet par un décanteur récupérateur d'hydrocarbures adapté à la surface de l'aire et au débit des eaux susceptibles de le traverser. Il devra être capable d'évacuer un débit minimal de 45 l par heure et par mètre carré de l'aire considérée, sans entrainement d'hydrocarbures.
Constats : 9-2. Les hydrocarbures sont dans un local fermé et stocké sur rétention. Les futs sont étiquetés. 3-4 Une nouvelle plateforme engin a été réalisée en octobre 2023, elle est reliée à un décanteur déshuileur. L'exploitant dispose d'un registre des déchets et a été en capacité de présenter les derniers bordereaux de suivi des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du bruit

Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores doit être effectués. Les valeurs relevées doivent respecter les maximums prévus par le présent article. Un contrôle tous les 3 ans.
Constats : Les dernières analyses datent du 26/03/23 et révèlent des résultats largement conformes en limite et en termes d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2002, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière, ainsi qu'aux installations de traitement des matériaux .
Constats : Aucune analyse n'a été faite. L'arrêté prévoit la réalisation de mesures uniquement en cas de plaintes.
Type de suites proposées : Sans suite